

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : EUR 05/08/95

DOCUMENT EXTERNE
Londres, octobre 1995

EX-YOUGOSLAVIE
Où sont les "disparus" ?
Dossier complet des cas d'appel

Vukovar était une petite ville de l'est de la Croatie, où cohabitaient notamment Croates, Serbes, Hongrois, Ruthènes et Ukrainiens. C'est dans cette ville que se produisirent les premières "disparitions" massives en ex-Yougoslavie.

En août 1991, après la déclaration d'indépendance proclamée au mois de juin par la Hrvatska Demokratska Zajednica (HDZ, Union démocratique croate), Vukovar fut la cible d'une importante offensive menée par des troupes irrégulières serbes, appuyées par les forces de la Jugoslovenska Narodna Armija (JNA, Armée fédérale yougoslave). Après un siège qui dura jusqu'au 18 novembre, les défenseurs croates de la ville finirent par se rendre.

Suite à cette reddition, un accord fut signé entre le commandant de la JNA et le gouvernement croate, sous le patronage de la Mission d'observateurs de la Communauté européenne (MOCE), aux termes duquel les patients et le personnel médical de l'hôpital de la ville devaient être évacués sous le contrôle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Pourtant, le 19 novembre, des membres de la JNA se présentèrent à l'hôpital, accompagnés d'unités paramilitaires, et emmenèrent patients et personnel. Sur la liste des personnes à évacuer, figuraient 444 noms. Seuls 128 rescapés, dont quelques membres du personnel hospitalier, parvinrent finalement en territoire contrôlé par les autorités croates.

On pense que nombre des personnes enlevées à l'hôpital ont été conduites en autocar jusqu'à une ferme collective située à Ovcara, à environ sept kilomètres au sud-est de Vukovar. Certains des prisonniers pourraient avoir été tués immédiatement. En 1992, une équipe internationale de médecins légistes a pu procéder à des fouilles préliminaires sur un site proche de cette ferme. Ils y ont découvert les corps de personnes qui, de toute apparence, avaient été tuées illégalement. Ils ont estimé à environ 200 le nombre de cadavres contenus dans le charnier. Les autorités serbes locales ont toutefois refusé d'autoriser la poursuite de l'enquête.

1. Goran Zivkovic

Goran Zivkovic faisait partie des patients de l'hôpital de Vukovar. Il a été vu à Ovcara. Il travaillait auparavant dans cette ferme collective, en tant que mécanicien, aux côtés de son père, Pavao Zivkovic, qui y était employé depuis vingt-sept ans. Goran avait passé quatre ans dans un collège technique, où il avait appris à réparer les engins agricoles. Il était très adroit de ses mains.

Son père, qui vit aujourd'hui dans un camp de réfugiés des environs de Zagreb, en compagnie de sa femme et de son autre fils, Damir, a perdu sa trace pendant le siège de Vukovar. Le 19 novembre 1991, Pavao Zivkovic s'est rendu aux forces de la JNA et a été emmené aux entrepôts de la société Velepomet, dans les faubourgs de la ville (le site était utilisé par les forces serbes comme centre de tri et d'interrogatoire des prisonniers). Il a rapidement été transféré dans une ferme d'élevage bovin située à Stajicevo, près de Zrenjanin, en République fédérative de Yougoslavie, et utilisée comme camp de détention. C'est là que, quelques mois plus tard, Pavao Zivkovic a finalement eu des nouvelles de son fils, par un homme qui avait passé à ses côtés les derniers jours du siège de Vukovar.

Selon le témoignage de cet homme, Goran Zivkovic avait été blessé à l'épaule, le 16 novembre 1991, par un éclat d'obus, alors qu'il s'était réfugié à l'intérieur d'un immeuble proche du centre de Vukovar. L'auteur de ce récit et une autre personne, qui se trouvaient là en compagnie du jeune homme, avaient également été blessés, plus grièvement. Goran avait, disait-il, été emmené à l'hôpital de la ville. Lui-même avait par la suite été transféré vers un autre établissement hospitalier, situé en Serbie, avant d'être finalement interné dans le camp de Stajicevo. Un peu plus tard, Pavao Zivkovic a rencontré un homme qui avait occupé le siège voisin de celui de Goran, dans l'autocar qui les conduisait à Ovcara. Cet homme avait apparemment réussi à descendre de l'autocar grâce à l'intervention d'un des gardes, qui le connaissait personnellement.

Goran a séjourné à Ovcara. Un ancien collègue de travail du jeune homme et de son père, un Serbe chargé de garder les détenus, a reconnu Goran parmi un groupe de captifs qui avaient été enfermés dans un hangar à leur descente de l'autocar. Depuis, la famille Zivkovic n'a eu aucune autre nouvelle de Goran.

1. Goran Zivkovic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Goran Zivkovic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

2. Goran Jularic

Goran Jularic est né en 1952 à Vukovar. Il était ouvrier et travaillait dans sa ville natale. Lors du siège de Vukovar, il a pris une part active à sa défense et a été blessé.

La dernière fois que sa mère, Marta, a eu des nouvelles de lui, c'était pour apprendre qu'il était blessé et qu'il avait été emmené à l'hôpital. Marta Jularic a elle-même été arrêtée un peu plus tard et interrogée à la caserne de Vukovar.

Depuis, un voisin, Stipan Lucic, lui a dit avoir vu Goran à la fin du mois de novembre 1991, dans un camp de détention situé à Stajicevo, près de Zrenjanin, en République fédérative de Yougoslavie. Stipan Lucic affirme avoir été détenu en compagnie de Goran dans une grande remise ou une grange. Ils auraient parlé ensemble, notamment de leurs familles respectives. Le père de Goran Jularic a été tué après la chute de Vukovar. Son frère, Stipe Jularic, a été fait prisonnier après la reddition. Il vit aujourd'hui avec sa mère dans un camp de réfugiés, non loin de Zagreb. Ils continuent de rechercher la trace de Goran.

2. Goran Jularic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Goran Jularic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

3. Dusko Kologranic

Dusko Kologranic est né à Nijemci, un village situé à une trentaine de kilomètres au sud de Vukovar. Il vivait à Vukovar avec sa femme Gordana et leurs deux enfants, Ivana et Andrea. Il travaillait dans le textile pour la firme Vupik et avait également ouvert un atelier privé chez lui, où il produisait des étoffes pour des entreprises de toute l'ex-Yougoslavie.

Dusko Kologranic a lui aussi pris une part active dans la défense de Vukovar. Légèrement blessé le 11 novembre 1991, il est allé se faire soigner à l'hôpital. Il a été emmené avec les autres par les forces serbes, après la chute de la ville.

Depuis, la femme et les enfants de Dusko Kologranic sont sans nouvelles de lui. Ils vivent tous les trois dans le même camp de réfugiés que Marta Jularic.

3. Dusko Kologranic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Dusko Kologranic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels

:

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

4. Sinisa Glavasevic

Sinisa Glavasevic a commencé sa carrière en novembre 1989, comme animateur sur Radio Vukovar. Devenu responsable de la programmation début 1991, il s'est signalé par son approche originale du journalisme de radio et sa volonté de présenter un tableau équilibré de la situation politique extrêmement tendue qui régnait dans la région.

Vers le milieu de l'année 1991, le directeur de la station, qui était Serbe, décida de quitter ses fonctions, en partie à cause de la situation politique, et a été remplacé par Sinisa Glavasevic. Au fil du siège de Vukovar, le personnel de la station dut s'adapter à des conditions de plus en plus difficiles. Au mois de septembre, il fallut abandonner les studios. L'équipe de Radio Vukovar fut obligée d'aller s'installer, avec un émetteur portable, dans la cave d'un immeuble voisin.

Sinisa Glavasevic couvrait la situation dans sa ville à la fois pour la station locale et pour la radio nationale de Zagreb, interviewant aussi bien les défenseurs de la ville que les civils qui se terraient dans les caves. Début novembre, une blessure au visage, causée par un éclat d'obus, l'obligea à interrompre son travail de reporter pendant deux ou trois jours, mais il ne tarda pas à reprendre sa place derrière le micro.

Peu avant la chute de Vukovar, les collaborateurs de la radio allèrent se réfugier à l'hôpital. Ils s'installèrent dans une pièce située en sous-sol, jusqu'à l'arrivée des soldats de la JNA.

Le matin du 20 novembre, vers 7 h 30, Sinisa Glavasevic décida d'aller voir ce qui se passait. Ses collègues pensaient le voir revenir vite. Or, il n'est jamais réapparu. On ne dispose d'aucune information fiable le concernant. Toutefois, selon certaines rumeurs qui n'ont pu être confirmées, il aurait été vu à Ovcara et dans d'autres camps de détention.

4. Sinisa Glavasevic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Sinisa Glavasevic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

5. Goran Ledic

Ivanka et Miljenko Ledic sont convaincus que leur fils Goran est toujours en vie. Ils ont en effet reçu en 1992 et en 1993 plusieurs coups de téléphone anonymes les laissant supposer que le jeune homme était prisonnier dans des régions de la Croatie occupées par les Serbes. Avant sa "disparition", Goran Ledic, ingénieur agronome de formation, faisait un peu tous les métiers, en raison de la montée du chômage. Il a "disparu" en novembre 1991, le lendemain de la chute de Vukovar.

« Il était vraiment trop gentil », assure sa mère. « Il n'avait pas d'ennemis [...] Pendant le siège, il aidait du mieux qu'il pouvait. Il luttait contre les incendies, allait chercher de l'eau, rendait des services aux gens, mais il ne portait aucune arme. Il aurait pu être armé, mais il ne le voulait pas. »

Le 18 novembre 1991, Goran Ledic et sa mère se sont réfugiés, en compagnie d'autres personnes, dans une vaste cave du centre de la ville. Vers 21 heures, ils ont été cernés par des éléments paramilitaires serbes, qui les ont conduits aux entrepôts de Velepromet, où ils ont été séparés. C'est là qu'Ivanka a vu son fils pour la dernière fois. Elle a cherché en vain à obtenir de ses nouvelles par les voies officielles. Finalement, en mai 1992, elle a fait publier un appel à témoin dans le quotidien croate Vecernji List. Le lendemain, elle a reçu un coup de téléphone d'un jeune homme qui lui a dit qu'elle pouvait l'appeler "Zlatko" et qu'il téléphonait d'Allemagne. Il l'a assurée que Goran était vivant. Il disait avoir fait partie du même groupe de prisonniers, employés à creuser des fossés d'irrigation, quelque part en Voïvodine (Serbie). Le jeune homme ne savait pas où se trouvait désormais Goran, mais il pensait qu'il était peut-être à Novi Sad.

Le 18 février 1993, un nouvel appel à témoin a été publié dans Vecernji List. Le 21 mars suivant, Ivanka Ledic a reçu un appel téléphonique, émanant cette fois d'un homme qui n'a pas voulu lui donner son nom, mais qui affirmait être Serbe et appartenir aux troupes yougoslaves cantonnées à Vukovar. Il confirmait que Goran était effectivement sain et sauf, et qu'il travaillait dans une zone montagneuse couverte de forêts, au sud de la ville de Cacak, en Serbie.

L'inconnu disait avoir appelé parce qu'il était las de la guerre. Il a donné de Goran Ledic une description suffisamment précise pour convaincre Ivanka qu'il l'avait vraiment rencontré. Ivanka a déduit des propos de son interlocuteur que celui-ci devait faire partie des gardes chargés de surveiller son fils. Lorsqu'elle lui a demandé de l'aider à faire libérer Goran, affirmant « qu'aucun prix ne serait trop fort à leurs yeux », l'inconnu a répondu que cela n'était pas une question d'argent. Il a ajouté qu'il rappellerait peut-être dans un mois. L'inconnu a effectivement rappelé. Il transmettait les pensées affectueuses de Goran et indiquait que son groupe avait quitté Jelica pour descendre dans la plaine. Le jeune homme se trouvait désormais à Djeletovci, un village situé à une dizaine de kilomètres au sud de Vukovar. C'était en juillet 1993. Depuis, plus rien. Ivanka et Miljenko Ledic habitent aujourd'hui dans un appartement humide, situé en sous-sol, dans un immeuble délabré de Zagreb. Ils sont venus s'installer là après le dernier appel téléphonique. Ivanka craint d'avoir compromis ses chances d'obtenir des nouvelles de son fils. « Nous avons changé de numéro de téléphone en déménageant », dit-elle. « Il est possible que ce "Zlatko" ou ce Serbe aient essayé de nous appeler sans que nous le sachions... »

5. Goran Ledic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Goran Ledic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

6. Mile Magdic

Bronka Magdic est une réfugiée originaire de Vukovar. Elle vit aujourd'hui, en compagnie de sa fille et de son fils, qui sont tous deux adolescents, dans une petite chambre, au onzième étage d'un hôtel de Zagreb. Elle n'a pas revu son mari, Mile Magdic, depuis octobre 1991.

Avant la guerre, ce dernier était garçon de café. Lors du siège de Vukovar, il a été enrôlé dans les forces de défense de la ville.

Le 14 octobre 1991, Bronka Magdic s'est réfugiée dans la cave d'une voisine. Elle y est restée jusqu'au 20 octobre, date à laquelle des Serbes en uniforme ont fait sortir les deux femmes et les ont emmenées aux entrepôts de Velepromet.

Là-bas, on a dit à Bronka Magdic qu'elle devait attendre, qu'elle allait être interrogée. Elle a finalement été conduite dans une pièce, où on lui a posé des questions concernant les activités de son mari. Un peu plus tard, elle a été emmenée en voiture à Negoslavci, une ville située à huit kilomètres au sud de Vukovar. Là, on lui a passé les menottes et mis un bandeau sur les yeux, avant de l'enfermer dans une cave. Elle y a passé la nuit, à écouter le bruit des passages à tabac. Le lendemain matin, elle a de nouveau été interrogée.

Elle est restée à Negoslavci jusqu'au 23 novembre, date à laquelle on lui a dit qu'elle allait être libérée. Elle est repassée par les entrepôts de Velepromet, où elle a enfin eu des nouvelles de son mari.

Un réserviste serbe, le frère d'un de ses voisins, lui a confié qu'il avait vu Mile à Ovčara. Bronka affirme que des "tchetniks" (nationalistes serbes) qui se trouvaient là ont menacé de la tuer, mais qu'un soldat de l'armée régulière leur a assuré que ses papiers étaient en règle. Elle a été conduite en autocar jusqu'à Belgrade, d'où elle a pu gagner l'Allemagne, où travaillait son père. Pendant son séjour dans ce pays, elle a appris que son mari avait été grièvement blessé par l'explosion d'une grenade et qu'il avait été hospitalisé.

Bronka Magdic a pris contact dès qu'elle l'a pu avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Dans sa réponse, celui-ci indiquait que Mile Magdic avait été libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers. Cette nouvelle s'est malheureusement révélée erronée. Bronka Magdic multiplie depuis les tentatives pour retrouver la trace de son mari. En vain.

6. Mile Magdic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Mile Magdic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

7. Damir Zivkovic

Damir Zivkovic habitait chez ses parents, Josip et Zora, à Borovo Naselje, dans la banlieue de Vukovar. Il s'était engagé dans la police au printemps 1990.

Lors du siège de Vukovar, Damir et ses parents se voyaient seulement par intermittence, car le jeune homme était la plupart du temps de service en ville, tandis que son père participait à la défense civile de son quartier. Damir passait toutefois de temps en temps leur rendre visite. Sa dernière apparition remonte au 25 octobre 1991.

Le 6 novembre, le jeune homme a été blessé et il a été conduit à l'hôpital de Vukovar. Comme beaucoup d'autres, c'est là qu'il a été enlevé, le 19 novembre suivant.

Sa mère et son père vivent aujourd'hui dans un centre de réfugiés des environs de Zagreb.

Avant cela, ils ont passé quelque temps dans un centre de transit de Basko Polje, sur la côte croate. Là-bas, Zora Zivkovic a fait un jour la connaissance d'une autre personne déplacée, un homme qui avait fait partie de la Zbor Narodne Garde (ZNG, Garde nationale de Croatie) et qui, après la chute de Vukovar, avait été incarcéré à la prison de Nis, en République fédérative de Yougoslavie.

Zora a invité cet homme à venir prendre le café chez eux. Lorsque que celui-ci est arrivé, son regard s'est arrêté sur une photo de Damir, qui était encadrée sur le mur. « Que fait-il là, ce flic ? » s'est-il exclamé. Comme la maîtresse de maison lui expliquait qu'il s'agissait de son fils, l'homme lui a déclaré que le jeune homme était avec lui à la prison de Nis, qu'il faisait partie d'un groupe de policiers détenus là-bas, ajoutant qu'il n'avait toutefois eu aucun contact direct avec lui.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul indice qui porte les parents de Damir Zivkovic à croire que leur fils est vivant. En août 1992, à la veille d'un échange de prisonniers prévu à Sremska Mitrovica, les détenus croates qui allaient être libérés se sont vu remettre les papiers d'identité qui leur avaient été confisqués lors de leur arrestation. Or, lors de cette restitution, les responsables serbes avaient apporté les documents de sept personnes qui n'étaient pas là et qui ne faisaient pas partie de l'échange (et dont on reste d'ailleurs à ce jour sans nouvelles). Or, ces responsables avaient notamment entre les mains les papiers de Damir Zivkovic.

Même si ces événements leur ont redonné l'espoir de voir un jour revenir leur fils, Josip et Zora Zivkovic sont inévitablement minés par l'incertitude. « Si seulement je savais s'il est mort ou bien vivant ! Cette attente me rend folle ! » se lamente Zora. Et son mari d'ajouter : « Le pire, pour nous, c'est de ne pas savoir ce que sont devenus nos enfants. Si les enfants pouvaient revenir, tout irait bien. »

7. Damir Zivkovic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Damir Zivkovic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

8. Marija Zivkovic

Slavko Zivkovic vit aujourd'hui dans une seule pièce, avec ses deux enfants adolescents, dans un centre pour réfugiés des environs de Zagreb. Chaque jour, il espère recevoir des nouvelles de sa femme, Marija.

« Je travaillais douze heures par jour, parfois davantage. J'étais satisfait, j'étais heureux, j'avais une femme merveilleuse, une vie de couple idéale et deux enfants adorables. Nous étions une famille heureuse », se rappelle-t-il.

Slavko a pris part à la défense de Vukovar. Pendant ce temps, Marija s'occupait de la maison et des enfants. À partir du 14 septembre 1991, les attaques des forces serbes ont tenu Slavko éloigné de son domicile. Le 22 octobre, il a été blessé et le 19 novembre, quand la ville est tombée, il a été fait prisonnier et a été conduit aux entrepôts de Velepromet.

Il a appris par la suite que Marija s'était réfugiée dans une cave avec son amie Bronka Magdic (voir cas 6, Mile Magdic) et que les deux femmes avaient été conduites sur le site de Velepromet le 20 octobre. Alors qu'elles attendaient d'être interrogées, Bronka Magdic aurait entendu quelqu'un demander à Marija Zivkovic où se trouvait son mari. Celle-ci aurait répondu qu'il était parti en ville et n'était pas revenu. Dix minutes plus tard, trois hommes seraient arrivés en voiture et auraient emmené la jeune femme.

En 1992, Slavko Zivkovic a reçu une lettre anonyme d'un Serbe qui affirmait que Marija Zivkovic avait fait l'objet d'une sorte de procès. Elle était apparemment accusée d'agitation et d'appartenance à la Hrvatska Demokratska Zajednica (HDZ, Union démocratique croate), le parti au pouvoir à Zagreb. On lui reprochait également d'avoir organisé l'achat et la distribution d'armes.

Slavko Zivkovic affirme que Marija n'a jamais été membre de la HDZ et qu'il est totalement impensable qu'elle ait pu participer à une quelconque distribution d'armes. « Marija ne s'est jamais occupée de politique. Elle n'est assurément pas une criminelle. »

Slavko Zivkovic a eu vent de certaines rumeurs, selon lesquelles sa femme aurait été tuée. Néanmoins, des rumeurs similaires avaient également circulé sur son compte et sur celui de son frère. Il n'a donc pas abandonné tout espoir de revoir Marija vivante.

« Si seulement je savais qu'il l'ont tuée, si j'en avais la preuve, au moins je saurais qu'elle est morte. Bien sûr, j'aurais du chagrin, mais ce que je voudrais, c'est une certitude. Je donnerais tout ce que je possède pour qu'on me la ramène vivante. Ses parents ont de la terre, des tracteurs. Ils vendraient tout, donneraient tout leur argent pour qu'on la ramène vivante. »

8. Marija Zivkovic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Serbie, au président de la République fédérative de Yougoslavie et au chef d'état-major de l'armée yougoslave. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Marija Zivkovic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

Avant que la guerre n'éclate en Bosnie-Herzégovine, en avril 1992, la ville de Mostar était peuplée à 40 p. 100 de Croates, à 40 p. 100 de Musulmans et à 20 p. 100 de Serbes. Les réfugiés se souviennent aujourd'hui d'une ville où les différentes nationalités, cultures et religions vivaient en harmonie.

En avril 1992, la ville a été attaquée par des forces de la JNA – qui devaient un peu plus tard devenir l'Armée serbe de Bosnie) – et des groupes paramilitaires serbes. Au mois de juillet suivant, le Hrvatsko Vijeće Obrane (HVO, Conseil croate de défense) et la Teritorijalna Odbrana (TO, Défense territoriale) fidèle au gouvernement bosniaque ont réussi à repousser cette offensive et la ville est passée sous le contrôle conjoint de ces deux forces. Par la suite, un certain nombre d'exactions ont toutefois été commises par des membres du HVO à l'encontre de non-Croates (essentiellement des Musulmans). Les combats ont repris en mai 1993, cette fois entre Croates et Musulmans.

Depuis la création de la Fédération croato-bosniaque, en mars 1994, Mostar est administrée par l'Union européenne. D'autre part, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a mis en place une police unifiée croate et musulmane, placée sous la direction d'officiers de police issus de pays membres de l'UEO.

9. Dragan Ilic

Dragan Ilic, soixante-cinq ans, habitait Mostar. D'origine serbe, il était à la retraite, après avoir travaillé dans le commerce.

Le 1^{er} mars 1993, tard dans la soirée, trois hommes armés de mitraillettes et de grenades se sont présentés à son domicile. Selon Madame Ilic, ils portaient l'uniforme des forces régulières croates, sans que l'on puisse savoir s'il s'agissait de membres du HVO ou de la Hrvatska Vojska (HV, armée croate).

Les trois hommes ont sonné à la porte. Comme il était tard et que le couvre-feu décrété par les autorités croates locales était en vigueur, Dragan Ilic et sa femme ont refusé de leur ouvrir. Les inconnus ont alors défoncé la porte, se sont emparés de Dragan Ilic et sont repartis avec lui en voiture. L'un des soldats aurait lancé à Madame Ilic que si elle ne les accompagnait pas, elle ne reverrait plus jamais son mari. Le lendemain, Madame Ilic est allée signaler l'enlèvement à la police locale, qui lui a dit de rester chez elle.

Les démarches entreprises auprès des autorités locales croates n'ont rien donné. Celles-ci ont affirmé que Dragan Ilic ne se trouvait dans aucun des camps de détention qu'elles contrôlaient et que toutes les recherches entreprises pour retrouver le "disparu" avaient été vaines. Les autorités se sont bornées à indiquer qu'un Croate avait été enlevé le même jour par les mêmes hommes. La brigade judiciaire spéciale de la force de police de l'UEO a récemment ouvert une enquête sur la "disparition" de Dragan Ilic.

9. Dragan Ilic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président et au ministre de la Défense de la République de Croatie, ainsi qu'au président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Dragan Ilic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de la Défense de la Croatie

Monsieur le Ministre,

adresse :

Gojko Susak

Trg Kralja P. Kresimira IV br. 1

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 450 236

o 3. Président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Kresimir Zubak

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

10. Ljubomir Pasic

Ljubomir Pasic est un économiste d'origine serbe. Sa femme est d'une famille musulmane de Bosnie. Ils vivaient tous deux à Mostar, où Ljubomir travaillait pour une compagnie minière. Le 24 juillet 1992, quelques semaines après que les forces armées des Serbes de Bosnie eurent été repoussées hors de Mostar à l'issue d'un combat acharné, des agents de la police croate locale sont venus le chercher dans son appartement. Ils avaient un mandat d'arrêt contre lui. Ljubomir Pasic a toutefois été reconduit chez lui un peu plus tard dans la journée.

La police croate est revenue le chercher le lendemain. Il aurait été emmené dans un centre de détention aménagé dans les locaux de l'université de la ville. Selon une voisine présente lors de l'arrestation, les policiers seraient revenus ensuite dans l'appartement vide et auraient pris un téléviseur, un magnétoscope et des cassettes vidéo. Cette voisine a demandé où se trouvait Ljubomir Pasic. On lui a répondu qu'il était en prison pour y être interrogé. Comme elle s'étonnait qu'il ait besoin d'un téléviseur et d'un magnétoscope en prison, les policiers lui ont conseillé de se mêler de ses affaires.

Les demandes d'information formulées par la femme du "disparu" auprès de la police croate de Bosnie n'ont mené à rien. La police a émis l'hypothèse que Ljubomir Pasic avait peut-être été enlevé par des membres du Hrvatske Oruzane Snage (HOS, Forces armées croates), un groupe paramilitaire d'extrême droite. Pour Madame Pasic, les autorités cherchaient surtout à dissimuler leur propre responsabilité. Son acharnement à retrouver la trace de son mari semble avoir abouti à sa propre arrestation, après quoi elle a quitté Mostar.

Elle s'est ensuite tournée vers le gouvernement bosniaque. La Commission bosniaque des échanges de prisonniers a signalé cette affaire à la police croate de Mostar, mais n'a pas obtenu de réponse satisfaisante. Elle a simplement reçu un message, qui indiquait que le "disparu" faisait peut-être partie d'un groupe de Serbes tués dans la région de Mostar au début de la guerre. Madame Pasic refuse d'accepter cette explication, car, dit-elle, un responsable de la police croate l'a assurée que son mari ne faisait pas partie des victimes.

10. Ljubomir Pasic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président et au ministre de la Défense de la République de Croatie, ainsi qu'au président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Ljubomir Pasic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de la Défense de la Croatie

Monsieur le Ministre,

adresse :

Gojko Susak

Trg Kralja P. Kresimira IV br. 1

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 450 236

o 3. Président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Kresimir Zubak

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

11. Budimir Radojevic

Budimir Radojevic habitait Sokolovic Kolonija, dans la banlieue de Sarajevo, en compagnie de sa femme Mirjana et de son fils Ivan, treize ans. Serbe, il était né à Belgrade en 1948. Il avait fait des études d'ingénieur électricien et était sous-directeur d'Energoinvest, une entreprise de Sarajevo. Il n'avait jamais fait de politique. Il était en bons termes avec ses voisins, de toutes nationalités. Certains de ses voisins musulmans ont d'ailleurs tout fait pour aider Mirjana Radojevic à retrouver la trace de son mari.

Parallèlement à son travail au sein d'Energoinvest, Budimir Radojevic avait monté une petite entreprise privée et envisageait d'émigrer au Canada. Il avait d'ores et déjà obtenu les visas nécessaires pour sa femme, son fils et lui-même. Malheureusement, la guerre éclata en avril 1992 en Bosnie-Herzégovine. Il envoya sa femme et son fils à Belgrade, pour qu'ils soient en sûreté, pensant les rejoindre dès qu'il aurait réglé ses affaires. Sarajevo fut rapidement assiégée, les déplacements devinrent impossibles et Budimir se retrouva pris au piège dans la capitale bosniaque.

Mirjana téléphonait chaque jour de Belgrade à son mari, espérant malgré tout pouvoir partir un jour au Canada. Elle lui a parlé pour la dernière fois le 28 juillet 1992. Le lendemain, les lignes téléphoniques de Sokolovic Kolonija, quartier contrôlé par le gouvernement bosniaque, ont toutes été coupées. Ensuite, Mirjana est restée sans aucune nouvelle de son mari pendant quinze mois.

Quinze mois pendant lesquels elle a désespérément cherché à savoir où était son mari et pourquoi il ne lui donnait plus de nouvelles. Elle a fini par apprendre par un ancien voisin que Budimir Radojevic avait été arrêté par la police militaire bosniaque, à la fin du mois de juillet 1992. Le même jour, 19 autres civils de nationalité serbe, habitant dans la même rue, avaient également été interpellés. Ils avaient tous été conduits dans un immeuble faisant office de prison, à Hrasnica, une banlieue de Sarajevo.

Mirjana ne sait toujours pas pourquoi son mari a été arrêté. Elle croit que cela a peut-être un rapport avec la mort de plusieurs civils qui attendaient une distribution de nourriture et qui avaient été tués par un obus tiré par les Serbes de Bosnie. L'un des hommes arrêtés le même jour que Budimir Radojevic vit aujourd'hui chez des parents, dans le Monténégro. Il a été libéré après deux ans de captivité. Selon son témoignage, les détenus ont été séparés dès leur arrivée à la prison et placés dans des cellules individuelles, à l'isolement. Ni lui ni aucun de ses compagnons n'a jamais revu Budimir Radojevic, mais il pense que ce dernier a probablement été tué le jour même de son arrestation ou bien est mort en prison.

Mirjana Radojevic a écrit une bonne quinzaine de lettres aux autorités responsables de la prison de Hrasnica, pour demander des nouvelles de son mari. Pour seule réponse, elle a reçu un courrier lui indiquant que celui-ci ne figurait pas parmi les personnes arrêtées ce fameux jour. Mirjana et Ivan Radojevic vivent aujourd'hui au Canada. Malheureusement, leur installation dans ce nouveau pays s'est effectuée dans des circonstances bien différentes de celles dont ils avaient si longtemps rêvé avec Budimir. Mirjana pense désormais que son mari est probablement mort, mais elle n'en désire pas moins connaître la vérité. S'il est mort, dit-elle, elle veut savoir où et comment cela s'est passé. Elle veut au moins pouvoir lui assurer des funérailles décentes, pour qu'il repose dans la ville où il est né.

11. Budimir Radojevic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine et au ministre de la Défense. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Budimir Radojevic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Alija Izetbegovic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

o 2. Ministre de la Défense de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Ministre,

adresse :

Jadranko Prlic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax satellite : 873 112 23 67

12. Rasim Kahrmanovic

Rasim Kahrmanovic, quarante-trois ans, est Musulman. Il est né en Bosnie-Herzégovine. En 1992, Rasim Kahrmanovic s'est enrôlé comme officier dans l'Armija Bosne i Hercegovine (ABH, Armée de Bosnie et d'Herzégovine). En février 1993, il a commencé à faire la navette entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, afin d'organiser le ravitaillement de cette dernière. En mars 1993, il s'est retrouvé bloqué en Croatie du fait de l'escalade des affrontements entre l'armée gouvernementale bosniaque, en majorité composée de Musulmans, et le Hrvatsko Vijeće Obrane (HVO, Conseil croate de défense) des Croates de Bosnie, dans le centre et le sud de la Bosnie-Herzégovine.

Rasim Kahrmanovic a donc décidé d'aller rejoindre sa femme, réfugiée à Dubrovnik, sur la côte croate. Au mois d'avril, comme son autorisation de séjour en Croatie arrivait à expiration, il s'est présenté au commissariat de police de Dubrovnik. Là, on lui a dit qu'il était autorisé à rester, mais qu'il ne devait pas quitter la ville. Il est donc resté à Dubrovnik, gagnant sa vie en vendant, avec sa femme, des fruits et des légumes sur le marché.

Le 18 juillet suivant, Rasim Kahrmanovic aurait été convoqué par téléphone au commissariat, à la suite, semble-t-il, d'allégations selon lesquelles il aurait été impliqué dans une affaire de contrebande de denrées alimentaires. Il s'est rendu au commissariat le lendemain matin à 8 h 30, pour finalement rentrer chez lui environ deux heures plus tard. Il est reparti peu après, en compagnie, selon certaines informations, de deux ou trois policiers en civil. Il n'a pas reparu depuis.

La femme de Rasim Kahrmanovic affirme avoir été interrogée, quelques jours avant la "disparition" de son mari, par un policier croate de Bosnie. L'incident se serait produit alors qu'elle traversait une bande de territoire appartenant à la Bosnie-Herzégovine et contrôlée par le HVO, située sur la côte de l'Adriatique, au nord de Dubrovnik. Ce policier lui aurait exprimé sa colère d'avoir perdu l'un de ses proches dans les combats contre l'ABH. Il aurait noté des renseignements sur Madame Kahrmanovic, après avoir appris que son mari avait combattu dans les rangs de l'ABH et se trouvait à Dubrovnik.

Au cours des jours qui ont suivi la "disparition", la femme de Rasim Kahrmanovic s'est rendue à deux reprises au commissariat, pour tenter d'obtenir des nouvelles de son mari, sans jamais obtenir satisfaction. Elle a finalement renoncé à poser des questions, après qu'on l'eut menacée de révoquer son statut de réfugiée, en l'accusant d'avoir travaillé sans autorisation. Depuis, elle a eu vent de rumeurs, selon lesquelles son mari aurait été aperçu à tel ou tel endroit, en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine. Rien n'indique cependant que ces rumeurs soient fondées.

Le ministère de l'Intérieur de Croatie a déclaré qu'une enquête avait été menée sur la "disparition" de Rasim Kahrmanovic, mais que les responsabilités dans son enlèvement n'avaient toujours pas pu être établies.

12. Rasim Kahrmanovic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Croatie et au ministre de l'Intérieur. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Rasim Kahrmanovic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

adresse :

Ivan Jarnjak

Ministar

Ministarstvo za unutrašnje poslove Republike Hrvatske

Savska cesta 39

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 715

Les forces paramilitaires ont été impliquées dans les pires exactions commises en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Certains éléments de ces forces, comptant sur l'attitude des autorités, très réticentes lorsqu'il s'agit d'enquêter sur les crimes de ces groupes, profitent de cet état d'impunité manifeste pour se livrer à des actes de vengeance personnelle, censées réparer des blessures ou des affronts réels ou imaginaires.

L'enlèvement et la "disparition" de Husein Hotic, un ancien policier qui vivait à Urije, dans la banlieue de Bosanski Novi, dans le nord-ouest de la Bosnie, sont à cet égard très significatifs.

13. Husein Hotic

Les forces serbes s'étaient emparées de Bosanski Novi en juin 1992. Les maisons appartenant à des non-Serbes avaient fait l'objet d'attaques de nuit. Husein Hotic, sa famille et ses voisins avaient donc mis en place un système de surveillance à tout de rôle.

Dans la nuit du 1^{er} juillet, le frère cadet de Husein Hotic, qui était de garde, a entendu une violente explosion non loin de l'endroit où il se trouvait. Il a constaté que le toit de la maison de ses parents était en feu. Une deuxième explosion a retenti presque aussitôt, mettant le feu à une autre maison. Les hommes ont alors décidé de se cacher dans une cave. Les femmes et les enfants sont restés chez eux.

Peu après, des hommes armés, qui prétendaient appartenir à la police militaire, sont arrivés et ont ordonné à tous le monde de sortir. Ils exigeaient la reddition de Husein Hotic et menaçaient de tuer tout le monde si ce dernier ne se constituait pas prisonnier. Les occupants des maisons sont sortis et ont alors reconnu sous les uniformes hétéroclites dont ils s'étaient affublés, les membres d'une bande de criminels connue de la police, avant la guerre, sous le nom de Suha Rebra (les "Côtes sèches").

Les agresseurs ont aligné les familles, sous la menace de leurs armes. Lorsque Husein Hotic est sorti, l'un d'eux s'est exclamé : « Voici l'animal que nous cherchons. » Les hommes ont été mis le long d'un mur et fouillés.

L'un des chefs de la bande s'est adressé à Husein Hotic : « Où sont tes armes ? Tu sais combien de fois je me suis fait casser la figure au commissariat ? » Husein a répondu qu'il n'en savait rien, mais qu'il n'avait personnellement jamais levé le petit doigt contre lui. L'homme l'a alors frappé au visage d'un coup de matraque. Il a ordonné à Husein Hotic de sortir du rang. Les autres hommes ont reçu l'ordre de descendre dans une cave, les assaillants menaçant de tuer leurs femmes et leurs enfants en cas de résistance.

Trois membres de la bande ont pris une voiture, y ont fait monter de force Husein Hotic et sont partis avec lui en direction du village de Poljavnice. Peu après, on a entendu une fusillade dans cette direction.

Les autres prisonniers ont été tenus en respect, tandis que plusieurs paramilitaires mettaient à sac leurs maisons, incendiant celle de Husein Hotic. Lorsque la bande a finalement quitté les lieux, les familles ont appelé la police. Toutefois, lorsque celle-ci est arrivée, elle s'est contentée de déclarer qu'il était trop tard pour faire quoi que ce soit, et que Husein Hotic avait probablement été tué. Puis elle est partie.

Le lendemain matin, les frères du "disparu" se sont rendus au commissariat de Bosanski Novi, où on leur a demandé d'examiner des photos. Ils ont identifié trois des hommes impliqués dans les événements de la veille. L'inspecteur qui les a reçus leur aurait dit qu'il était certain que Husein Hotic était vivant et qu'il avait réussi à s'échapper, sans toutefois leur donner d'autres précisions. Il les a ensuite avertis qu'ils n'avaient peut-être pas intérêt, pour leur propre sécurité, à revenir au commissariat, là encore sans fournir d'explication.

Il leur a dit qu'ils pouvaient se voir en dehors du commissariat et qu'il aurait alors quelque chose d'important à leur dire. Les frères Hotic n'ont cependant jamais revu ce policier. Ils ont néanmoins entendu dire que deux des membres de la bande qui les avait attaqués avaient été arrêtés à Banja Luka.

Un ou deux jours plus tard, un proche de la famille qui habitait à Poljavnice leur a rapporté le blouson de cuir et les papiers d'identité de Husein. Il les avait trouvés dans un champ, non loin de son village. À son avis, Husein avait certainement été tué. Le frère de ce dernier estime toutefois qu'il est peut-être encore en vie.

13. Husein Hotic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus".

Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant aux autorités serbes de facto de Bosnie-Herzégovine, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Husein Hotic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres aux autorités serbes de facto de Bosnie-Herzégovine et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Membre des autorités serbes de facto de Bosnie responsable de l'Intérieur

Monsieur,

adresse :

Zivko Rakic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 3. Commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie

Mon Général,

adresse :

Général Ratko Mladic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 4. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 5. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

Le déclenchement des hostilités en Bosnie-Herzégovine a suivi la déclaration d'indépendance de cette république, en 1992, initiative soutenue par les parties croate et musulmane, mais à laquelle s'opposait la partie serbe. À la suite du référendum de mars 1992, boycotté par la majorité des Serbes et dont les résultats étaient favorables à l'indépendance, la guerre a éclaté, des Serbes armés, appuyés par la JNA, prenant le contrôle de vastes zones du pays.

Il n'y a pas eu d'affrontements à Vlasenica, une ville de l'est de la Bosnie, à population mélangée, musulmane et serbe. Vlasenica a néanmoins été encerclée, à la mi-avril 1992, par des unités de la JNA. La population musulmane a alors été désarmée et la ville est passée sous contrôle serbe. Dès lors, les Musulmans n'ont plus eu le droit de partir ou de se déplacer librement en dehors de la ville.

Début mai, la JNA s'est retirée, laissant la ville aux mains de Serbes locaux. De cette époque datent les premières informations faisant état de brutalités, de pillages et d'emprisonnements. Début juin, un camp de détention a été ouvert à Susica, une localité voisine. Des informations concordantes indiquent que des prisonniers de ce camp ont été tués. Le commandant du camp a d'ailleurs été inculpé par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie siégeant à La Haye.

14. Ruzdija Sestovic

Ruzdija Sestovic est né en 1943. Issu d'une famille musulmane du Monténégro, il est venu s'installer en 1966 à Milici, près de Vlasenica, pour travailler dans les mines de bauxite. C'est là qu'il a fait la connaissance de sa future femme, Muska. Le couple a eu deux enfants, une fille, Nada, et un fils, Ermin, qui, en 1992, avaient un peu moins de vingt ans. En 1991, la famille est venue vivre à Vlasenica même. Nada a ouvert un petit salon de coiffure et Ermin a trouvé du travail comme serveur dans un restaurant.

Début avril, les Sestovic se sont demandé s'il ne valait pas mieux partir. Finalement, il a été décidé que Nada et Ermin iraient passer un certain temps chez des parents, en Croatie. Ruzdija et Muska, persuadés qu'ils n'avaient rien à craindre, ont préféré rester à Vlasenica. Le 10 avril, Ruzdija a conduit Nada et Ermin en voiture jusqu'à Tuzla, d'où les deux jeunes gens ont ensuite gagné Zagreb. Parents et enfants sont restés en contact jusqu'à la coupure des lignes téléphoniques, en mai 1992.

Dans la nuit du 20 au 21 juin, trois hommes armés et portant des masques et des gants noirs se sont introduits de force dans l'appartement des Sestovic. Sous la menace de leurs armes, ils ont obligé Ruzdija à les suivre. Ils disaient vouloir l'emmener au commissariat, pour qu'il y donne par écrit son accord à un échange d'appartement. Les trois hommes précisaient qu'on lui proposait un appartement à Kladanj, une ville située à 30 kilomètres plus à l'ouest et contrôlée par les forces gouvernementales bosniaques. Cette "formalité" ne devait pas prendre plus de deux heures. Pourtant, Ruzdija Sestovic n'est pas revenu.

Le lendemain matin, Muska Sestovic est allée voir le responsable de la police de la ville. Celui-ci aurait accepté les 1 000 marks et les bijoux en or qu'elle lui proposait dans l'espoir d'obtenir la libération de son mari. En fait, Muska a seulement été autorisée à le voir. Ruzdija se trouvait dans une pièce du commissariat, sans fenêtre, avec une cinquantaine d'autres Musulmans.

Ruzdija Sestovic a ensuite été transféré à la prison de Vlasenica, où sa femme a pu lui rendre visite tous les jours et lui apporter à manger. Certaines informations font état de brutalités commises à l'encontre des détenus dans cette prison, mais Ruzdija Sestovic n'a pas eu à en souffrir.

Le 19 juillet 1992, Muska Sestovic a à son tour été emmenée par des hommes armés. Ils l'ont conduite dans le camp de détention de Susica, aux portes de Vlasenica (voir cas 15, Vahda Ibisevic). Par la suite, elle a réussi à gagner Tuzla, puis à partir à l'étranger. Elle n'a eu aucun contact avec son mari depuis.

La famille de Ruzdija Sestovic est pourtant convaincue que celui-ci est vivant. Elle a entendu dire qu'il était prisonnier, près de Kraljevo, dans le centre de la Serbie. Ermin s'en veut aujourd'hui de ne pas avoir obligé ses parents à quitter Vlasenica en même temps que sa sœur et lui.

« Je me sens coupable », dit-il. « Je ne passais pas assez de temps avec ma famille. Je regrette terriblement de m'être disputé avec mon père parce que je rentrais toujours trop tard, quand je sortais, le soir. Aujourd'hui, tout ce que je veux, c'est qu'il revienne. C'est la seule chose qui m'importe. »

14. Ruzdija Sestovic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus".

Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant aux autorités serbes de facto de Bosnie-Herzégovine, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Ruzdija Sestovic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres aux autorités serbes de facto de Bosnie-Herzégovine, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Membre des autorités serbes de facto de Bosnie responsable de l'Intérieur

Monsieur,

adresse :

Zivko Rakic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 4. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

15. Vahda Ibisevic

Vahda Ibisevic résidait à Gerovi, un village situé à 13 kilomètres au sud-est de Vlasenica. Au mois d'avril 1992, ses parents l'ont envoyée, en compagnie de son jeune frère Salih, chez leur oncle et leur tante, Ruzdija et Muska Sestovic (dont l'histoire est relatée dans le cas précédent). Vahda avait dix-neuf ans, Salih treize. Leurs parents pensaient qu'ils seraient plus en sécurité à Vlasenica que dans leur village.

Le 19 juillet 1992, cinq hommes armés ont fait irruption dans l'appartement des Sestovic. Muska Sestovic a reconnu parmi eux l'un de ses voisins. Les cinq hommes ont fait sortir Muska, sa nièce et son neveu, et les ont emmenés jusqu'à un minibus qui attendait au bout de la rue. Muska Sestovic affirme que ses agresseurs l'ont obligée, sous la menace de leurs armes, à s'allonger par terre, puis l'ont frappée à coups de pied et l'ont forcée à ramper jusqu'au véhicule, où se trouvaient déjà entassés des femmes et des enfants musulmans.

Muska, Vahda et Salih ont été emmenés au camp de Susica, aux portes de Vlasenica, où ils sont restés dix jours. Selon certaines informations, des prisonniers de ce camp auraient été tués. Muska Sestovic affirme quant à elle y avoir vu, de ses propres yeux, deux hommes se faire battre à mort.

Le 29 ou le 30 juillet, trois autocars ont quitté le camp pour la ville de Kladanj, emportant à leur bord un groupe de femmes et d'enfants, dont Muska Sestovic, Vahda et Salih Ibisevic. En chemin, le convoi a été arrêté par des hommes en tenue de camouflage, équipés d'armes automatiques et de couteaux. Ces hommes ont fait descendre tous les passagers des cars et les ont fait mettre en rangs.

Ils ont sélectionné 13 jeunes femmes et jeunes filles, âgées de quatorze à vingt ans, tout en proférant des remarques obscènes. Ils les ont ensuite emmenées, en proclamant qu'ils allaient « faire de jolis bébés serbes avec ces filles, de vrais petits tchetniks ». Muska Sestovic pense que ces hommes, qui ont emmené sa nièce, étaient des Serbes du village de Sekovici.

Muska Sestovic a fini par atteindre Tuzla, où, pendant plusieurs mois, elle a attendu en vain des nouvelles de sa nièce. Les membres de la famille Sestovic sont aujourd'hui réfugiés dans différents pays d'Europe de l'Ouest. Pour sa part, Salih Ibisevic se trouve en territoire contrôlé par le gouvernement bosniaque.

Ils n'ont pas eu de nouvelles de Vahda, mais ils craignent le pire.

15. Vahda Ibisevic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant aux autorités serbes de facto de Bosnie-Herzégovine, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Vahda Ibisevic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres aux autorités serbes de facto de Bosnie-Herzégovine et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Radovan Karadzic Slobodan Milosevic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik Republike Srbije

Mose Pijade 8 Andricev venac 1

11 000 Beograd 11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 682 167

o 2. Commandant en chef o 4. Président de la République

de l'Armée serbe de Bosnie fédérative de Yougoslavie

Mon Général, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Général Ratko Mladic Zoran Lilic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik SRJ

Mose Pijade 8 Bulevar Lenjina 2

11 000 Beograd 11 070 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

16. Bogdan Grgic

Un certain nombre de personnes "disparues" semblent avoir été personnellement visées en raison de leur nationalité. C'est le cas, par exemple, de Bogdan Grgic, un Serbe de Croatie, qui n'a pas été revu depuis le soir du 23 novembre 1991, lorsqu'il a été enlevé à son domicile de Zagreb par deux hommes en uniforme qui prétendaient être de la police.

Bogdan Grgic est né à Sadilovac, un village des environs de Slunj, en Croatie. Depuis 1979, il travaillait comme chauffeur de camion pour l'entreprise de bâtiment Viadukt, à Zagreb. Il vivait avec sa femme Sofija dans la capitale croate. Il ne s'intéressait pas à la politique et était en bons termes avec ses voisins croates.

Le 1^{er} novembre 1991, Bogdan Grgic a été emmené au commissariat central de Zagreb, rue Petrinjska, où il a été interrogé à propos de l'attaque lancée contre Slunj, à environ 75 kilomètres au sud de Zagreb, par des forces serbes rebelles. Apparemment, rien ne permettait de faire un lien entre Bogdan et ce raid, si ce n'est le fait qu'il était originaire de la région de Slunj. Bogdan Grgic ayant un alibi, il a été autorisé à rentrer chez lui.

Trois semaines plus tard, un peu après huit heures du soir, le dimanche 23 novembre 1991, deux hommes armés et en uniforme de camouflage sont arrivés chez lui à bord d'une voiture. Sa femme était absente. Selon le témoignage de voisins, les deux hommes, qui portaient des tenues ressemblant à celles de l'armée croate, paraissaient ne pas connaître le quartier. Ils se sont présentés comme appartenant à la police, sans toutefois justifier de leur identité. Les deux inconnus auraient expliqué qu'ils emmenaient Bogdan Grgic au commissariat pour l'interroger dans le cadre d'une affaire concernant un certain Cedomir Brajkovic, qu'il allait simplement devoir regarder quelques photos et qu'il pourrait ensuite rentrer chez lui. Il n'en avait, disaient-ils, que pour un quart d'heure. Or, Bogdan n'est jamais revenu.

Quand elle est rentrée chez elle, Sofija Grgic a appris par ses voisins ce qui s'était passé et s'est immédiatement rendue au commissariat de la rue Petrinjska, où elle pensait retrouver son mari. Selon son témoignage, lorsqu'elle est arrivée là-bas, dès l'instant où les policiers ont su quelle était sa nationalité et ce qu'elle était venue faire, l'accueil a été très froid. Les policiers ont affirmé que Bogdan Grgic n'avait pas été amené dans ce commissariat. « Ils me regardaient comme si j'étais transparente », se rappelle Sofija.

Elle s'est depuis adressée au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à la Croix-Rouge croate, au Parlement, aux autorités policières et au ministère de l'Intérieur (responsable de la police) de Croatie. Elle a aussi fait publier dans la presse des appels à témoins. Hélas, toutes ses tentatives pour faire la lumière sur le sort de son mari ont été vaines. Sofija Grgic n'a pas non plus réussi à établir l'identité du mystérieux "Cedomir Brajkovic", ni les raisons qui auraient pu pousser la police à vouloir entendre Bogdan dans le cadre d'une affaire concernant cet homme.

Sofija Grgic garde précieusement un article paru dans la presse en mai 1993. Sur la photo qui illustre cet article, on voit un groupe d'hommes travaillant à la reconstruction d'un pont, à Maslenica, sur la côte dalmate. Or, elle pense que l'un d'eux pourrait être son mari.

16. Bogdan Grgic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Croatie et au ministre de l'Intérieur. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Bogdan Grgic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

adresse :

Ivan Jarnjak

Ministar

Ministarstvo za unutrašnje poslove Republike Hrvatske

Savska cesta 39

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 715

Des membres des forces armées, régulières ou non, de toutes les parties au conflit, ont également "disparu" après avoir été faits prisonniers ou ont été portés manquants après avoir été capturés par l'adversaire.

17. Goran Dabic

Goran Dabic est Serbe. Originaire de la ville de Nevesinje, à 40 kilomètres à l'est de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, il s'est engagé dans le corps de combattants volontaires de sa région. Il a été fait prisonnier par le HVO à Orlovac, un village voisin, le 12 juin 1992. Selon certains témoins, il aurait été capturé alors qu'il tentait de porter secours à un camarade blessé. Goran Dabic a ensuite été vu dans un camp de détention administré par les Croates de Bosnie dans la ville de Ljubuski, à 25 kilomètres au sud-ouest de Mostar. Un autre détenu du nom de Mijo Bosnjak affirme que Goran est arrivé au camp entre le 15 et le 17 juin, et qu'il y est resté jusqu'au 22, jour où il a été emmené dans un autre camp, situé à Grude. Mijo Bosnjak a finalement été libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers, en août 1992. Goran Dabic, par contre, n'a pas été revu depuis.

Les parents du "disparu", qui vivent toujours à Nevesinje, espèrent toujours recevoir des nouvelles de leur fils. Ils sont toutefois en proie à un sentiment d'incertitude et d'impuissance presque insoutenable. La tante du jeune homme, qui cherche elle aussi à retrouver sa trace, depuis le Canada où elle habite, explique qu'ils « passent depuis trois ans par les émotions les plus extrêmes. La moindre brîbe d'information susceptible de représenter un espoir de salut pour Goran les transporte et ils sont au comble de l'excitation. Et puis, leurs espoirs s'évanouissent bien vite, dès qu'ils s'aperçoivent que cette information ne les aidera pas, en fait, à retrouver Goran. »

17. Goran Dabic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président et au ministre de la Défense de la République de Croatie, ainsi qu'au président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Goran Dabic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de la Défense de la Croatie

Monsieur le Ministre,

adresse :

Gojko Susak

Trg Kralja P. Kresimira IV br. 1

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 450 236

o 3. Président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Kresimir Zubak

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

18. Samir Menzil

Samir Menzil, dix-neuf ans, résidait à Hrvacani, un village de Bosnie-Herzégovine. Maçon de profession, il était footballeur par passion.

Le jeune homme avait à peine terminé ses études dans un collège technique du bâtiment et effectuait son service militaire, dans une unité stationnée à Belgrade, lorsque la guerre a éclaté en Croatie.

Ayant reçu l'ordre de participer, avec son unité, au siège de Vukovar, il a déserté. Il a réussi à regagner Hrvacani, où il est resté jusqu'à ce que la région soit à son tour gagnée par la guerre, en juin 1992. Il s'est alors immédiatement enrôlé dans les forces armées bosniaques.

Samir Menzil a été capturé par des éléments de l'Armée serbe de Bosnie à Skender Vakuf, le 5 novembre 1992. Depuis, on est sans nouvelles de lui.

18. Samir Menzil

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie et au président de la République de Serbie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Samir Menzil et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef des forces armées des Serbes de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie

Mon Général,

adresse :

Général Ratko Mladic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

19. Pejo Cicak

Pejo Cicak, un Croate de Bosnie, résidait à Brezici, un village voisin de Derventa, dans le nord de la Bosnie. Il travaillait à Zagreb, où il occupait un appartement dont l'entreprise qui l'employait était propriétaire. Pejo Cicak rentrait chez lui tous les week-ends, pour voir sa femme Andja et leurs trois enfants.

Au début du mois d'avril 1992, il est définitivement rentré en Bosnie et s'est engagé dans le HVO. Capturé au combat par des forces serbes, le 5 juin suivant, à Stanici, un village voisin, il a été porté manquant.

Le frère de Pejo, Ilija, qui est aujourd'hui réfugié dans une zone de Bosnie-Herzégovine contrôlée par les Croates, a passé une partie de l'année 1993 en détention dans un camp de Kakanj, administré par le gouvernement bosniaque. L'armée bosniaque y avait rassemblé aussi bien des Croates que des Serbes. Tout à fait par hasard, Ilija Cicak a entendu un jour une conversation entre deux Serbes, d'après laquelle il a déduit que son frère était prisonnier dans un camp de travail de la région de Doboj.

Après sa libération, il s'est empressé de localiser sa belle-sœur et lui a fait part de ce qu'il avait appris. Malheureusement, Andja Cicak n'en sait toujours pas plus sur le sort de son mari.

19. Pejo Cicak

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie et au président de la République de Serbie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Pejo Cicak et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie

Mon Général,

adresse :

Général Ratko Mladic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

20. D^r Naser Sirucic

Certaines personnes n'auraient jamais pensé qu'un jour elles figureraient au nombre des combattants de ce conflit. Elles se sont retrouvées bien malgré elles prises au piège par la guerre.

C'est le cas, par exemple, du Dr Naser Sirucic, un spécialiste de la médecine du travail résidant à Srebrenica, dans l'est de la Bosnie, qui s'était réfugié à Tuzla, en territoire tenu par les forces gouvernementales, lorsque les hostilités avaient éclaté, en 1992.

Un peu plus tard, le D^r Sirucic et 65 autres personnes tentaient de retourner à Srebrenica, alors encerclée par les Serbes, dans l'intention de participer à la défense de la ville. Tous les membres du groupe étaient originaires de Srebrenica et de ses environs. Se trouvaient parmi eux un autre médecin, une infirmière, des étudiants, des conducteurs de poids lourds, des ouvriers d'usine, des employés de banque, des ouvriers du bâtiment, des hôteliers et des serveurs.

Tous s'étaient engagés dans l'Armée de Bosnie et d'Herzégovine (ABH), mais seuls quelques-uns d'entre eux étaient armés, en raison de la pénurie d'armes. Le groupe ressemblait plutôt à un convoi de personnes non armées se déplaçant sous escorte armée.

Parti de Tuzla le 9 décembre 1992, le groupe n'est jamais arrivé à destination. En effet, le 11 décembre, il est tombé sur des forces serbes, entre Vlasenica et Han Pijesak, à 20 kilomètres à peine du but.

On sait que trois membres du groupe sont morts. Leurs corps ont été restitués par le camp serbe lors d'un échange. Par contre, on ignore ce que sont devenus les autres.

Seul le D^r Naser Sirucic a été revu vivant depuis ces événements. Une femme libérée en février 1993 lors d'un échange de prisonniers dit l'avoir aperçu dans une prison de Han Pijesak, le 19 décembre 1992. Ce jour-là, il aurait été emmené par des gardes, entre neuf et dix heures du soir. Personne ne l'a revu depuis.

20. D^r Naser Sirucic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus".

Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie et au président de la République de Serbie.

Expliquez que vous avez appris la "disparition" du D^r Naser Sirucic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie

Mon Général,

adresse :

Général Ratko Mladic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

21. Radislav et Vladimir Madjura

Radislav et Vladimir Madjura ont "disparu" d'Ilidza, un quartier de la banlieue de Sarajevo. Ces deux frères d'origine croate partageaient une maison d'Ilidza. Leurs femmes avaient quitté Sarajevo et s'étaient réfugiées en Croatie. Ils étaient tous les deux sociables, cultivés et très impliqués dans la vie politique et sociale de leur communauté. Il semble que les deux hommes aient été enlevés en raison de cet engagement, de leur nationalité et des postes de direction élevés qu'ils occupaient tous deux dans le domaine professionnel.

Vladimir servait dans les forces armées des Croates de Bosnie. Le 11 septembre 1992, il a été emmené pour interrogatoire par des soldats de l'Armée serbe de Bosnie, qui l'ont relâché un peu plus tard.

Le même jour, à quelques heures de là, les deux frères Madjura ont reçu la visite de membres de groupes paramilitaires ultranationalistes serbes, connus sous le nom d'Arkanovci ("les hommes d'Arkan") et de Seseljevci ("les hommes de Seselj"). Ceux-ci les ont obligés à monter dans une voiture et les ont emmenés.

Des témoins de la scène ont expliqué à la femme de Radislav Madjura que ce dernier avait été frappé pendant son enlèvement et blessé à la tête. La femme de Vladimir, Jasna, a appris par la suite que des paramilitaires avaient exigé 10 000 marks de son mari en échange de sa libération. Celui-ci leur avait donné ce qu'il avait sur lui, mais, au lieu de le relâcher, ses agresseurs s'étaient empressés de se partager l'argent.

Jasna Madjura vit aujourd'hui à Osijek, la ville de Croatie où elle est née. Elle avait fait la connaissance de son futur mari à Sarajevo, lorsqu'elle était étudiante.

Jasna Madjura et sa belle-sœur ont demandé au Comité international de la Croix-Rouge, au HVO et aux gouvernements bosniaque et croate de les aider à retrouver leurs maris, mais ces derniers n'ont pas reparu.

Le jeune fils de Vladimir Madjura attend toujours le retour de son père. Il pense que celui-ci est prisonnier d'hommes cruels, mais que le monde finira par les obliger à le laisser partir, et avec lui tous les autres "disparus".

21. Radislav et Vladimir Madjura

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus".

Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Radislav et Vladimir Madjura et que leur cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie

Mon Général,

adresse :

Général Ratko Mladic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 4. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

La ville de Bugojno est située dans le centre-ouest de la Bosnie. Elle avait avant la guerre une population mélangée, essentiellement composée de Musulmans et de Croates. Ces deux dernières communautés avaient d'ailleurs lutté côte à côte pour défendre la ville, en 1992, lors de l'offensive serbe. Pourtant, au printemps 1993, la fragile alliance entre forces croates et musulmanes de Bosnie-Herzégovine s'est rompue et, en juillet, l'armée gouvernementale, en grande majorité composée de Musulmans, a attaqué Bugojno.

Après d'âpres combats, la ville est finalement tombée aux mains de l'armée gouvernementale bosniaque. De nombreux combattants du Hrvatsko Vijeće Obrane (HVO, Conseil croate de défense), ainsi qu'un grand nombre de civils, ont été arrêtés et internés dans des camps de détention de fortune. La plupart des prisonniers ont été enfermés dans un stade proche du centre de la ville. Certains des détenus de ce stade auraient été tués ou passés à tabac. L'automne suivant, un certain nombre de prisonniers ont été emmenés, soit individuellement, soit en groupe, par des membres de l'Armija Bosne i Hercegovine (ABH, Armée de Bosnie et d'Herzégovine). On ne les a jamais revus. Le plus jeune avait vingt et un ans, le plus âgé cinquante-six ans.

22. Zdravko Juricic

Zdravko Juricic était enseignant au collège de Bugojno, établissement dont son frère Milenko était proviseur.

Lors des combats, il a fait partie d'une unité de transmissions, tout en continuant son travail d'enseignant. Il n'avait jamais fait de politique et était en excellents termes avec les Musulmans de la ville.

Capturé le 23 juillet 1993 par les forces gouvernementales bosniaques, Zdravko Juricic, qui est diabétique, a été envoyé en première ligne, où il a été forcé de creuser des tranchées, sous le feu de l'ennemi, avant d'être finalement interné dans le stade où se trouvait déjà son frère. C'est dans ce stade qu'il a été enregistré comme prisonnier de guerre par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le 30 septembre 1993. Selon le témoignage de Milenko Juricic, la salle dans laquelle ils étaient retenus mesurait environ 70 mètres carrés. On y avait entassé quelque 300 prisonniers. Ils étaient tellement serrés qu'ils leur était impossible de s'étendre pour dormir et qu'ils étaient obligés de rester assis.

Le 7 octobre 1993, des agents de la police militaire sont venus chercher Zdravko Juricic et un autre détenu. Milenko Juricic, qui était présent, raconte que son frère avait l'air effrayé, mais qu'il ne savait apparemment pas ce qu'on lui voulait. En écartant un peu le plastique qui couvrait les fenêtres du local, Milenko a pu voir s'éloigner son frère. Les mains liés, en chaussons, on l'emmenait de l'autre côté du fleuve, vers le centre de la ville.

Milenko Juricic a appris par la suite, de la bouche de personnes de sa connaissance, que les deux détenus avaient été conduits dans les locaux d'une banque de la ville. Or, il semblerait qu'un certain nombre de prisonniers aient été sévèrement passés à tabac par la police militaire dans la cave de cet établissement.

Milenko Juricic vit aujourd'hui à Livno, une ville voisine contrôlée par les Croates. Il a été libéré le 19 mars 1994, à la faveur d'un échange de prisonniers organisé sous l'égide du CICR. Depuis, il s'est rendu quatre fois à Bugojno pour tenter de retrouver son frère. Il a essayé d'obtenir des informations auprès des autorités ou auprès de relations, tant croates que musulmanes. En vain. En réponse à une demande d'assistance, le CICR aurait indiqué que, selon les informations dont il disposait, Zdravko Juricic avait déjà été libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers.

« Je leur ai dit de ne pas me raconter d'histoires, de ne pas me dire qu'il avait été libéré », s'insurge Milenko. « Nous n'avons eu aucune nouvelle de lui. Cela fait des mois que j'essaie de découvrir ce qui s'est passé, mais personne n'est capable de me donner la moindre information. Notre autre frère a été tué à Sarajevo. C'est très dur de parler de ces choses-là... »

22. Zdravko Juricic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine, au ministre de la Défense et au président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Zdravko Juricic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Alija Izetbegovic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

o 2. Ministre de la Défense de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Ministre,

adresse :

Jadranko Prlic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax satellite : 873 112 23 67

23. Branko Pahor

Branko Pahor, surnommé "Joe", est parti de chez lui, à Matulji, près d'Opatija, sur la côte croate de l'Adriatique, le 6 juin 1993, cinq mois après le jour de ses vingt ans.

À l'époque, les désaccords entre Croates et Musulmans avaient dégénéré en conflit ouvert. En compagnie d'un ami qui craignait pour la sécurité de membres de sa famille résidant à Bugojno, Branko Pahor avait décidé de se rendre dans cette ville pour tenter de ramener ces personnes en Croatie. Les deux jeunes gens avaient également parlé de s'engager dans le HVO (Conseil croate de défense), mais la famille de Branko Pahor n'a jamais pu savoir s'ils avaient finalement rallié cette formation.

Les deux hommes étaient, semble-t-il, à Gracanica, un village situé à six ou sept kilomètres au sud de Bugojno, le 5 juillet 1993. Ce jour-là, ils auraient déjeuné chez une famille croate de la localité, aujourd'hui réfugiée dans une zone de la Bosnie-Herzégovine sous contrôle croate. Ces personnes auraient affirmé qu'en sortant de chez elles, Branko Pahor et son ami avaient été arrêtés et emmenés par un groupe de cinq ou six soldats musulmans du village.

Le frère de Branko Pahor a parcouru toute la région. Il a tenté de savoir ce qu'était devenu Branko, à Mostar, à Prozor, à Gornji Vakuf, à Livno, à Tomislavgrad et à Bugojno même. Il a appris que certains membres de la famille qui avait reçu Branko et son ami à déjeuner s'étaient réfugiés dans l'une de ces villes, mais il n'a pas réussi à les contacter.

Dans chacune de ces localités, il s'est entretenu avec des représentants du HVO et avec la police locale, et a cherché à contacter quiconque était susceptible d'avoir vu son frère. Il n'a finalement recueilli que des rumeurs, que personne n'a pu confirmer, selon lesquelles les deux "disparus" avaient été arrêtés pour servir ensuite de monnaie d'échange contre des prisonniers de l'autre camp, ou bien étaient retenus pour aider à entraîner les troupes gouvernementales bosniaques (le compagnon de Branko était un militaire chevronné), ou encore étaient en prison à Zenica.

Les noms des soldats qui auraient arrêté Branko Pahor ont été communiqués à son frère, mais il ne sait pas ce qui lui est arrivé.

23. Branko Pahor

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine, au ministre de la Défense et au président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Branko Pahor et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Alija Izetbegovic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

o 2. Ministre de la Défense de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Ministre,

adresse :

Jadranko Prlic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax satellite : 873 112 23 67

o 3. Président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Kresimir Zubak

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

24. Slobodan Medic

Dragan Medic est président d'une association de parents de personnes "disparues" ou portées manquantes. Il habite Sabac, une ville de l'ouest de la Serbie.

Il tente de retrouver la trace de son fils Slobodan, pilote dans l'armée de l'air yougoslave, dont l'avion a été abattu le 2 mai 1992, alors qu'il était en mission au-dessus de Bosanski Brod, sur la frontière entre la Bosnie et la Croatie.

L'association que préside Dragan Medic a été créée en octobre 1993, à la suite d'un appel de ce dernier à la radio, dans lequel il invitait toutes les personnes dans sa situation à s'unir et à se rencontrer à Belgrade. L'association, qui compte aujourd'hui 160 membres, dispose de moyens financiers très limités.

Dragan pense que son fils a été capturé par un groupe de soldats croates et a été emmené dans un camp pour prisonniers de guerre situé à Slavonski Brod, en territoire croate.

Depuis la capture de son fils, Dragan Medic a reçu un certain nombre d'informations concernant Slobodan, qui aurait été vu dans différentes prisons de Croatie. Le dernier témoignage qu'il ait pu recueillir est celui d'un prisonnier libéré en février 1994, qui lui a dit avoir vu Slobodan un mois plus tôt à la prison de Lepoglava, au nord de Zagreb. Au dire de ce témoin, Slobodan Medic paraissait en assez mauvaise santé. Les autorités de Zagreb nient qu'il soit emprisonné en Croatie.

Dragan Medic s'est efforcé sans relâche de découvrir ce qu'était devenu son fils. Il s'est adressé au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et a aussi cherché à agir directement, par ses propres moyens.

Il a écrit, sans succès, aux autorités croates, en novembre 1993, puis en février 1994, pour leur demander de l'aider à retrouver Slobodan. En 1993, il a écrit au vice-président croate de l'époque, Vladimir Seks. Pour toute réponse, il a reçu un mot lui conseillant de faire d'abord la lumière sur qu'il était advenu du journaliste Sinisa Glavasevic (qui fait l'objet du cas 4 du présent document), avant de vouloir évoquer le sort réservé au pilote Medic.

Dragan Medic affirme pour sa part qu'il ne demanderait pas mieux que de satisfaire cette requête, s'il en avait les moyens. Il est en contact avec des organisations semblables à la sienne du côté croate et il estime qu'une collaboration pourrait s'instaurer entre les diverses associations, qui pourraient notamment échanger des informations. Il craint toutefois que la situation politique et l'attitude des politiciens ne rendent très difficile ce genre de coopération.

24. Slobodan Medic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au président de la République de Croatie et au ministre croate de la Défense. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Slobodan Medic et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de la Défense de la Croatie

Monsieur le Ministre,

adresse :

Gojko Susak

Trg Kralja P. Kresimira IV br. 1

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 450 236

Les "disparitions" massives constituent un phénomène marquant du conflit en ex-Yougoslavie. Cette pratique, inaugurée en 1992 à Vukovar, a ensuite été reprise à de multiples occasions. Ainsi, en juin 1992, 55 hommes de Vrbanjci, un village du nord de la Bosnie, appartenant tous à la communauté musulmane, ont été arrêtés à leur domicile. Aucun n'a été revu depuis. Rasim Cevan figurait parmi eux.

25. Rasim Cevan

Rasim Cevan, quarante-trois ans, était directeur du grand magasin de Vrbanjci. Depuis quelques années, il consacrait ses après-midi à la petite auto-école qu'il avait ouverte. Cette entreprise marchait d'ailleurs fort bien, puisqu'il avait rapidement dû embaucher quatre salariés. Le 20 juin 1992, des combats ont éclaté dans la région de Vrbanjci. Le jour même, des Serbes du quartier, tous armés, se sont présentés au domicile de Rasim Cevan et l'ont emmené, sous la menace de leurs armes. Certains de ces hommes, qui, selon les témoignages, étaient en civil, habitaient juste en face de chez lui.

Parmi les 55 personnes qui ont été emmenées ce jour-là et que l'on n'a jamais revues figurent également un cousin de Rasim, Saban Cevan, et son fils, Jasmin Cevan. Selon un témoin, les 55 hommes auraient tous été tués le jour même. Un habitant du village, Camil Hajdziric, aurait déclaré avoir assisté aux exécutions et avoir été obligé d'enterrer les corps. Or, Camil Hajdziric a lui aussi "disparu" depuis.

Parmi les 55 "disparus", citons également les noms d'Omer Lihovic, d'Ahmed Cevan, de Serif Hibic, d'Emsud Botic, de Sulejman Medan et de son frère Bego Medan.

25. Rasim Cevan

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Rasim Cevan et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale. Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Radovan Karadzic Slobodan Milosevic
 kod Biroa Republike Srpske Predsednik Republike Srbije
 Mose Pijade 8 Andricev venac 1
 11 000 Beograd 11 000 Beograd
 République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie
 Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 682 167

o 2. Commandant en chef o 4. Président de la République
 de l'Armée serbe de Bosnie fédérative de Yougoslavie

Mon Général, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Général Ratko Mladic Zoran Lilic
 kod Biroa Republike Srpske Predsednik SRJ
 Mose Pijade 8 Bulevar Lenjina 2
 11 000 Beograd 11 070 Beograd
 République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie
 Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

Hrvacani, dans le nord de la Bosnie, était une bourgade d'une centaine de foyers. C'était, selon ses habitants, le village musulman le plus prospère de la région. La population était musulmane, mais, comme c'était souvent le cas en Bosnie-Herzégovine, ses limites s'étendaient jusqu'aux villages voisins, qui étaient eux à majorité serbe.

Les relations entre les villages étaient généralement harmonieuses. Pourtant, le 5 juin 1992, des Serbes des environs sont venus arrêter les enseignants et les responsables locaux musulmans. On ignore depuis ce qu'ils sont devenus.

Le 10 juin, Hrvacani a été encerclé par des soldats serbes. Leur commandant a exigé que la population lui envoie une délégation. Quatre personnes ont été désignées, dont Seval Turan.

26. Seval Turan

Seval Turan est né le 29 novembre 1962. Musulman bosniaque, il est chauffeur de taxi et père de deux jeunes enfants. On sait qu'il était vivant lorsqu'il s'est rendu à des membres de l'Armée serbe de Bosnie près du village de Plitska, le 16 juin 1992.

Le commandant des soldats serbes qui avaient encerclé Hrvacani a ordonné à la délégation du village de demander à leurs concitoyens de déposer leurs armes. Il affirmait que s'ils obéissaient, il ne leur serait fait aucun mal et qu'on leur donnerait un sauf-conduit pour quitter la région.

Les habitants, méfiants, ont refusé. Le lendemain, le village a été attaqué et presque totalement détruit. Contraints de prendre la fuite, les habitants se sont réfugiés dans des villages voisins ou en pleine campagne, alors que les combats se poursuivaient dans la région.

Seval Turan s'est dans un premier temps réfugié à Plitska, un village croate voisin. Le 16 juin, lorsque Plitska a été attaqué à son tour, il a dû de nouveau prendre la fuite avec tous les habitants de la localité. Selon le témoignage d'un proche, il aurait pris du retard sur le reste des fuyards et se serait rendu à un groupe de Serbes parvenu à sa hauteur.

Sa cousine, Sedjida Menzil, fait de Seval le portrait d'un homme très sociable, bien connu et très apprécié dans toute la région, notamment du fait de son travail. Il avait, dit-elle, de très nombreux amis serbes. L'un de ces amis, très proche, servant dans les rangs serbes, aurait affirmé à la femme de Seval Turan que celui-ci était vivant.

Un autre Serbe – il s'agirait du chef du groupe de soldats ayant capturé Seval Turan – aurait confié à des amis de la famille que Seval était détenu dans un camp de travail de la région de Teslic. Toutefois, toutes les tentatives de la famille du "disparu" pour obtenir des informations par la voie officielle se sont heurtées à un ferme démenti : aucune personne de ce nom ne se trouvait dans la région.

Bon nombre des personnes ayant fui Hrvacani ont "disparu" à Grabovica.

26. Seval Turan

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Seval Turan et que son cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément. Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale. Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresse

vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Radovan Karadzic Slobodan Milosevic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik Republike Srbije

Mose Pijade 8 Andricev venac 1

11 000 Beograd 11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 682 167

o 2. Commandant en chef o 4. Président de la République

de l'Armée serbe de Bosnie fédérative de Yougoslavie

Mon Général, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Général Ratko Mladic Zoran Lilic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik SRJ

Mose Pijade 8 Bulevar Lenjina 2

11 000 Beograd 11 070 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

27. Mustafa et Admir Medicin

Attaquée à la fin du mois d'avril 1992, la ville de Brcko est tombée aux mains de la Jugoslovenska Narodna Armija (JNA, Armée fédérale yougoslave) le 3 mai. Après la chute de Brcko, des groupes paramilitaires ont investi la ville. Selon toute vraisemblance, il semble que ceux-ci aient été impliqués dans une série d'exécutions extrajudiciaires et d'homicides perpétrés de manière aveugle. De nombreuses personnes ont été arrêtées et emmenées vers une destination inconnue. Parmi celles-ci, deux frères : Mustafa et Admir Medicin.

Mustafa Medicin, trente ans, et son frère cadet Admir travaillaient tous les deux pour les services postaux de Brcko. Ils vivaient avec leur mère rue Zaim Musanovic. Bien que des forces fidèles au gouvernement bosniaque aient pris une part active à la défense de la ville, ni Mustafa ni Admir n'avaient participé aux combats.

Le 4 mai 1992, vers dix heures du matin, des membres d'une unité des Beli Orlovi (Aigles blancs), organisation paramilitaire basée en Serbie, sont arrivés rue Zaim Musanovic et ont rassemblé tous les hommes musulmans qui y vivaient. Les frères Medicin étaient du nombre. Emmenés sous la menace des armes jusqu'au commissariat voisin, ils ont été soumis à un interrogatoire, avant d'être finalement conduits à l'hôtel Posavina.

Là, les paramilitaires ont forcé leurs prisonniers à boire de l'alcool. Puis ils les ont fait sortir devant l'hôtel et les ont obligés à danser au son d'un air folklorique serbe qu'ils leur sifflaient. Pendant ce temps, les prisonniers étaient emmenés un par un vers le centre de la ville. Depuis, ils ont tous "disparu".

La mère d'Admir et de Mustafa Medicin est convaincue que ses fils sont encore en vie. Elle est aujourd'hui réfugiée en Croatie.

27. Mustafa et Admir Medinic

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus". Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de Mustafa et d'Admir Medinic et que leur cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Radovan Karadzic Slobodan Milosevic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik Republike Srbije

Mose Pijade 8 Andricev venac 1

11 000 Beograd 11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 682 167

o 2. Commandant en chef o 4. Président de la République

de l'Armée serbe de Bosnie fédérative de Yougoslavie

Mon Général, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Général Ratko Mladic Zoran Lilic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik SRJ

Mose Pijade 8 Bulevar Lenjina 2

11 000 Beograd 11 070 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

28. "Disparitions" massives à Mioce et à Strpci

La route qui relie le village de Sjeverin, dans la région du Sandjak, en Serbie, à la ville serbe de Priboj passe pendant 11 kilomètres sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine. Cette zone est contrôlée par les Serbes de Bosnie. C'est sur ce tronçon, très exactement dans le village de Mioce, qu'un autocar transportant des travailleurs se rendant de Sjeverin à Priboj a été arrêté, le 22 octobre 1992, en plein jour, par huit hommes armés et masqués.

Selon les informations disponibles, les inconnus ont fait descendre du car 17 Musulmans (16 hommes et une femme), et les ont emmenés à bord d'un camion sans plaque d'immatriculation en direction de la ville bosniaque de Visegrad. On leur aurait dit qu'elles allaient être échangées contre des prisonniers serbes détenus par l'armée de Bosnie-Herzégovine.

Cet incident a eu un grand retentissement. Le général Ratko Mladic, commandant en chef des forces serbes de Bosnie, a publiquement condamné cette opération et a nié toute responsabilité de ses troupes. Le 24 octobre, Dobrica Cosic, qui était à l'époque président de la République fédérative de Yougoslavie, a annoncé qu'il venait de nommer une commission d'État chargée d'enquêter sur l'enlèvement. Un certain nombre d'informations parues dans la presse ont fait état de l'exécution des victimes à Visegrad. Le week-end suivant, deux suspects (ML et DD), tous deux chefs d'unités paramilitaires, ont été arrêtés en Serbie, mais ils ont été relâchés deux semaines plus tard. Les enquêteurs n'auraient pas disposé de preuves suffisantes pour établir leur responsabilité dans l'affaire.

Des faits analogues se sont produits quelques mois plus tard, le 27 février 1993. Un train effectuant la liaison entre Belgrade et Bar, une ville portuaire du Monténégro, et circulant sur 10 kilomètres en Bosnie-Herzégovine contrôlée par les Serbes, a été arrêté à la gare de Strpci par des hommes en armes. Ces hommes, dont certains arboraient sur leurs uniformes des insignes laissant penser qu'ils appartenaient aux forces serbes de Bosnie ou à la police militaire, sont montés à bord du train. Ils sont passés dans les wagons, en demandant aux voyageurs leurs papiers d'identité, d'où ils pouvaient déduire la nationalité de la plupart d'entre eux. Ils ont emmené au moins 21 hommes, des Musulmans monténégrins pour la plupart. Un Croate, officier à la retraite de la JNA, figurait également parmi les victimes. Il semblerait qu'un certain nombre de Serbes originaires de Bosnie-Herzégovine aient aussi été emmenés pour être incorporés de force dans les rangs des Serbes de Bosnie.

Ces deux enlèvements ont donné lieu à des rumeurs et à toute une série d'allégations. En fait, force est de constater que les autorités n'ont guère progressé dans les enquêtes censées faire la lumière sur ces affaires et déboucher sur une mise en accusation des responsables. Les déclarations initialement faites par les présidents yougoslave, serbe et monténégrin, ainsi que par divers ministres, n'ont finalement constitué que de vaines promesses. Les assurances données aux familles des victimes, lors d'une rencontre avec le président serbe Slobodan Milosevic, sont notamment restées lettre morte.

En réalité, loin d'essayer d'élucider ces affaires par des actions concrètes, les autorités semblent avoir tout fait pour empêcher que d'éventuelles poursuites ne soient engagées. Selon des informations parues le 20 août 1994 dans le quotidien de Belgrade Politika, le président yougoslave Zoran Lilic aurait déclaré que le suspect ML était bien responsable des enlèvements de Strpci, si ce n'est des deux affaires. Zoran Lilic aurait précisé que des policiers serbes avaient « risqué leur vie » pour arrêter le suspect, mais que celui-ci avait finalement été remis aux autorités serbes de Bosnie, avec l'assurance qu'il serait jugé par elles.

Or, il semble bien que ML ait été finalement libéré par les autorités serbes de Bosnie.

Si l'on en croit les déclarations prêtées à Zoran Lilic, il semble donc que les autorités yougoslaves aient effectivement possédé des preuves contre ML, mais qu'elles aient décidé de remettre ce dernier à une entité judiciaire dont le statut est mal défini, alors que la loi yougoslave permettait parfaitement de traduire en justice le suspect devant un tribunal yougoslave.

Liste des "disparus" de Mioce : Liste non exhaustive des "disparus" de Strpci :

Muzafer Hadzic (30 ans)	Senad Djecevic (17 ans)
Esad Dzihic (22 ans)	Adem Alomerovic (57 ans)
Ramiz Begovic (57 ans)	Rasim Coric (41 ans)
Medredin Hodzic (30 ans)	Fikret Memovic (40 ans)
Mevlida Hodzic (32 ans)	Fevzija Zekovic (44 ans)
Medo Hodzic (45 ans)	Nijazim Kalovic (30 ans)
Sabahudin Catovic (22 ans)	Muhedin Hamic (27 ans)
Ramahudin Catovic (24 ans)	Safet Prelevic (25 ans)
Mehmed Sebo (32 ans)	Dzafer Topuzovic (55 ans)
Idriz Gibovic (45 ans)	Iljaz Licina (37 ans)
Sead Pecikoza (25 ans)	Bakija Fehim (43 ans)
Hajrudin Sajtarevic (Halko)	Hajrudin (37 ans)
Alija Mandal (38 ans)	Seco Softic (48 ans)
Dervis Softic (39 ans)	Rifat Husovic (35 ans)
Midhat Softic (42 ans)	Esad Kapetanovic (19 ans)
Mujo Alihodzic (42 ans)	Ismet Babacic (30 ans)
Mustafa Bajramovic (44 ans)	Jusuf Rastoder (49 ans)
	Toma Buzov (53 ans)
	Halil Zupcevic (49 ans)
	Zvezdan Zulicic (24 ans)

28. "Disparitions" massives à Mioce et à Strpci

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus".

Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" des personnes enlevées à Mioce et à Strpci et que leur cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Radovan Karadzic Slobodan Milosevic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik Republike Srbije

Mose Pijade 8 Andricev venac 1
11 000 Beograd 11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 682 167

o 2. Commandant en chef o 4. Président de la République
de l'Armée serbe de Bosnie fédérative de Yougoslavie

Mon Général, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Général Ratko Mladic Zoran Lilic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik SRJ

Mose Pijade 8 Bulevar Lenjina 2
11 000 Beograd 11 070 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

29. "Disparitions" massives à Grabovica

Les forces serbes de Bosnie se sont rendues responsables de la "disparition" de 163 Musulmans, originaires pour la plupart des villages de Hrvacani et de Vecici et capturés le 3 novembre 1992 à Grabovica, une localité du nord-est de la Bosnie.

Hrvacani avait été encerclé le 10 juin 1992 par l'Armée serbe. Le commandant des forces engagées autour du village avait promis à ses habitants de les laisser gagner une zone sûre s'ils acceptaient de déposer les armes. Méfiants, les habitants du village avaient refusé cette offre. Le lendemain, Hrvacani avait été attaqué. La plupart de ses habitants s'étaient réfugiés à Vecici, un village à majorité musulmane, composé de quelque 400 foyers dispersés. Les réfugiés de Hrvacani y avaient retrouvé d'autres personnes, qui avaient dû elles aussi fuir de chez elles. Bien que Vecici ait été dès le mois d'octobre 1992 la cible d'attaques très dures, la petite ville, avec son contingent de réfugiés, avait résisté jusqu'au mois de novembre.

La situation s'était néanmoins détériorée. Les bombardements étaient intensifs et les vivres commençaient à manquer. Le 1^{er} novembre, les habitants s'étaient réunis en conseil. Il avait été décidé que les hommes tenteraient de percer les lignes ennemies pour rallier les zones tenues par le gouvernement bosniaque. Les femmes jeunes devaient les accompagner, car on estimait qu'elles risquaient d'être violées si jamais les Serbes parvenaient à s'emparer de la ville.

Le 3 novembre, les assiégeants ont lancé une violente offensive. Profitant de la confusion, les habitants ont mis à exécution leur plan d'évasion. Vers huit heures du soir, ils se sont divisés en deux groupes, l'un devant rallier Proboj, l'autre tentant de gagner, par les collines boisées, la ville de Travnik, à une quarantaine de kilomètres de là.

Ce second groupe était constitué de 163 hommes membres de la Teritorijalna Odbrana (TO, Défense territoriale), devenue depuis l'Armija Bosne i Hercegovine (ABH, Armée de Bosnie et d'Herzégovine), et d'un certain nombre de femmes et d'enfants. Bon nombre d'entre eux étaient plus ou moins proches parents.

Aux abords du village de Grabovica, ils sont tombés dans une embuscade tendue par des membres de l'Armée serbe de Bosnie. Ces derniers leur ont ordonné de s'allonger par terre, les mains derrière la nuque, menaçant de les tuer sur-le-champ s'ils n'obéissaient pas. Des soldats se sont emparés du hodja (chef spirituel) de Vecici, l'accusant d'être responsable de la guerre. Ils l'ont roué de coups de poings et de coups de pied.

Tous les prisonniers ont été dépouillés de leur argent et de leurs biens, ainsi que de leurs papiers d'identité et des photos de famille qu'ils pouvaient avoir sur eux. Ils ont ensuite été conduits à l'école du village, où les hommes ont été séparés des femmes. Les hommes ont été conduits au premier étage, tandis que les femmes restaient au rez-de-chaussée. Les femmes ont été interrogées, sans toutefois être maltraitées. Certaines affirment avoir toutefois entendu des hommes se faire passer à tabac au premier.

Hommes et femmes ont été autorisés à se parler brièvement le lendemain matin, de bonne heure. À ce moment-là, tous les hommes étaient apparemment en vie et en relativement bonne santé. À dix heures du matin, les femmes ont reçu l'ordre de monter à bord d'un autocar. Elles ont été emmenées jusqu'au village de Vrbanjci, d'où elles ont ensuite été expulsées vers les territoires tenus par le gouvernement bosniaque. Les hommes, eux, sont restés à Grabovica. Les proches d'un bon nombre de "disparus" de Grabovica ont entendu dire que ces derniers étaient détenus dans des camps de travail du nord de la Bosnie, notamment dans une carrière des environs de Doboï. Certains le pensent, d'autres sont sceptiques. Il est impossible de confirmer ou d'infirmer ces rumeurs, dans la mesure où les autorités serbes de facto interdisent aux observateurs internationaux l'accès à la région.

Quelques-uns des 163 "disparus" de Grabovica :

Namko Turan

Namko Turan était employé dans les services du plan de Kotor Varos, le centre économique de la région. C'était un passionné de football. Il était membre de l'équipe de son village et participait à des tournois locaux. Marié avec une jeune femme prénommée Ramiza, il est père d'un garçon et d'une fille, Nedim et Nera, qui vivent aujourd'hui en Allemagne.

Mustafa Pasic

Résidant de Hrvacani, Mustafa Pasic était chauffeur de taxi à Kotor Varos et sillonnait toute la région de Banja Luka. Il aimait son métier, qu'il exerçait depuis six ans. Selon sa femme, cet emploi lui convenait parfaitement, mais il était obligé de travailler énormément pour parvenir à gagner de quoi vivre.

Sead Aganbegovic

Sead Aganbegovic résidait à Banja Luka. En avril 1992, il a reçu un ordre de mobilisation l'enjoignant de rallier les forces armées des Serbes de Bosnie. Il a préféré aller se réfugier chez des parents, dans la région de Kotor Varos. Il a ensuite gagné Vecici.

Seval Menzil

Au début de la guerre, Seval Menzil, originaire de Hrvacani, était encore sur les bancs de l'école. C'était un excellent élève. Sa mère, qui a emporté avec elle en exil les carnets de notes et les certificats de son fils, est très fière de lui. Pour elle, il « en savait autant qu'un professeur ». Seval Menzil était avide de lecture et s'intéressait plus particulièrement aux livres d'histoire et de science.

Lorsque la guerre a éclaté, il a rejoint la Défense territoriale de Hrvacani, d'où il s'est replié, avec son unité, sur Vecici.

Sead Rahmanovic

Sead Rahmanovic, trente-deux ans, est conducteur d'engins.

Quand la guerre a éclaté, il est parti s'engager dans les forces armées gouvernementales bosniaques à Travnik. Alors qu'il se trouvait à Travnik, il a appris par des réfugiés que sa femme, Hajrija, se trouvait bloquée à Vecici. Il est parti la rejoindre, dans l'espoir de la faire sortir du village assiégé.

Aujourd'hui, Hajrija Rahmanovic, qui souffre de rhumatismes et que trois années d'attente ont rudement éprouvée, est le porte-parole officieux des familles de "disparus" réfugiées à Zubok. Sead et Hajrija venaient de se marier. Lorsque la guerre a commencé, ils ont décidé de remettre à plus tard leur projet d'avoir des enfants et d'attendre que les hostilités prennent fin. « Et regardez ce qui s'est passé, » se lamente la jeune femme. « Aucune nouvelle depuis trois ans. Je suis devenue malade – je ne souffre pas seulement de rhumatismes ; dans ma tête, ça ne va pas –, mon foyer me manque, mon mari me manque. »

Said Alagic

Said Alagic est né à Vecici. Il est marié et père de deux enfants, un garçon et une fille. Aujourd'hui, sa femme et ses enfants vivent à Zenica. Il travaillait depuis onze ans comme maçon à Zagreb, mais il rentrait à Vecici, pour voir sa famille, tous les mois. Il s'était engagé dans l'armée lorsque la guerre a éclaté.

Sadik Alagic, le frère cadet de Said, a lui aussi "disparu". Marié, père d'un enfant, c'était un artisan expérimenté, très habile de ses mains. Il travaillait comme machiniste en Autriche depuis 1990. Mujo Alagic, Huso Alagic et Hajro Alagic, tous de la même famille, ont eux aussi "disparu".

Mehmedalija Pasic

Mehmedalija Pasic habitait à Kotor Varos, mais il travaillait dans un chantier naval de Pula, en Croatie. Il rentrait fréquemment pour voir sa famille. Lors d'une de ces visites, le 10 mai 1992, toutes les routes permettant de quitter la ville ont été fermées par les rebelles. Mehmedalija Pasic et sa famille se sont retrouvés pris au piège. Il a néanmoins réussi à s'échapper et à gagner Vecici, où il a combattu pendant quatre mois.

Sa femme parle de lui comme d'un homme sociable, aimant son foyer, appréciant la compagnie des autres et amateur de musique locale. Son frère Sakib a lui aussi été capturé à Grabovica.

Mustafa Turan

Mustafa Turan travaillait à Kotor Varos. Il était opérateur qualifié à l'usine Jelsingrad, qui exportait des pièces mécaniques vers l'Autriche et la Russie. Il était âgé de trente-deux à l'époque de sa "disparition".

Il était marié et père de deux enfants – sa fille, Ferida, a aujourd'hui quinze ans et son fils, Ferid, vingt ans. Mustafa Turan était le champion d'échecs de son village. « C'était tant mieux, car il avait horreur de perdre », se souvient aujourd'hui sa sœur Mensura Turan.

Avec ses économies et l'aide de son père, Mustafa Turan avait réussi à réaliser son rêve : acheter une petite épicerie dans le centre de son village. C'est avec beaucoup de fierté qu'il avait ouvert, en février 1992.

29. Les "disparus" de Grabovica

Amnesty International soutient les familles dans la recherche de leurs proches "disparus".

Vous pouvez participer à notre campagne en écrivant au représentant des Serbes de Bosnie, au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie. Expliquez que vous avez appris la "disparition" de 163 hommes d'origine musulmane, vus pour la dernière fois à Grabovica, et que leur cas, comme celui de tous les autres "disparus", appartenant à toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie, vous préoccupe profondément.

Dans vos lettres au représentant des Serbes de Bosnie et au commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale.

Dans vos lettres au président de la République de Serbie et au président de la République fédérative de Yougoslavie, demandez que la lumière soit faite sur cette affaire à la faveur d'une enquête approfondie, indépendante et impartiale, et que les responsables soient traduits en justice.

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie o 3. Président de la République de Serbie

Monsieur, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Radovan Karadzic Slobodan Milosevic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik Republike Srbije

Mose Pijade 8 Andricev venac 1

11 000 Beograd 11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 682 167

o 2. Commandant en chef o 4. Président de la République

de l'Armée serbe de Bosnie fédérative de Yougoslavie

Mon Général, Monsieur le Président,

adresse : adresse :

Général Ratko Mladic Zoran Lilic
kod Biroa Republike Srpske Predsednik SRJ

Mose Pijade 8 Bulevar Lenjina 2

11 000 Beograd 11 070 Beograd

République fédérative de Yougoslavie Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633 Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Serbie

Monsieur le Président,

adresse :

Slobodan Milosevic

Predsednik Republike Srbije

Andricev venac 1

11 000 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 682 167

o 2. Président de la République fédérative de Yougoslavie

Monsieur le Président,

adresse :

Zoran Lilic

Predsednik SRJ

Bulevar Lenjina 2

11 070 Beograd

Yougoslavie

Fax : 381 11 636 775

Télex : 11062 siv yu

o 3. Chef d'état-major de l'armée yougoslave

Monsieur le chef d'état-major,

adresse :

Général Momcilo Perisic

Nacelnik Generalstaba Vojske Jugoslavije

Knesa Milosa 37

11 000 Beograd

Yougoslavie

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de la Défense de la Croatie

Monsieur le Ministre,

adresse :

Gojko Susak

Trg Kralja P. Kresimira IV br. 1

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 450 236

o 3. Président de la Fédération de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Kresimir Zubak

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine
Fax : 387 71 472 491

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Président,

adresse :

Alija Izetbegovic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax : 387 71 472 491

o 2. Ministre de la Défense de Bosnie-Herzégovine

Monsieur le Ministre,

adresse :

Jadranko Prlic

Sarajevo

Bosnie-Herzégovine

Fax satellite : 873 112 23 67

À qui adresser vos appels :

o 1. Président de la République de Croatie

Monsieur le Président,

adresse :

Franco Tudjman

Predsjednik Republike Hrvatske

Pantovcak 241

10 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 276

o 2. Ministre de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

adresse :

Ivan Jarnjak

Ministar

Ministarstvo za unutrašnje poslove Republike Hrvatske

Savska cesta 39

41 000 Zagreb

Croatie

Fax : 385 1 443 715

À qui adresser vos appels :

o 1. Représentant des Serbes de Bosnie

Monsieur,

adresse :

Radovan Karadzic

kod Biroa Republike Srpske

Mose Pijade 8

11 000 Beograd

République fédérative de Yougoslavie

Fax : 381 11 338 633

o 2. Membre des autorités serbes de facto de Bosnie responsable de l'Intérieur

Monsieur,

adresse :

Zivko Rakic
kod Biroa Republike Srpske
Mose Pijade 8
11 000 Beograd
République fédérative de Yougoslavie
Fax : 381 11 338 633
o 3. Commandant en chef de l'Armée serbe de Bosnie
Mon Général,
adresse :
Général Ratko Mladic
kod Biroa Republike Srpske
Mose Pijade 8
11 000 Beograd
République fédérative de Yougoslavie
Fax : 381 11 338 633

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre "An Unknown Destination": "Disappeared" in former Yugoslavia: Case Sheets. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - novembre 1995.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :